

Direction Générale
des Services Techniques

Direction Energie
Moyens Techniques

Mairie de Montpellier
1, place Francis Ponge
34064 Montpellier cedex 02
Tel. 04.67.34.70.00
Fax. 04.67.34.59.09

Montpellier, le 24/11/06



L. LAGANIER

Laurent BOURLET
Directeur général adjoint des services
techniques de Montpellier

à

Thierry JOUAN
AVICCA

Objet : consultation publique de l'ARCEP relative à l'offre LFO de France Télécom

Monsieur,

La ville de Montpellier souhaite apporter sa contribution dans la consultation publique lancée par l'ARCEP sur l'offre de raccordement des répartiteurs en liaison fibre optique et ce même si le questionnaire n'est qu'à destination des opérateurs alternatifs susceptible de prétendre à cette offre.

Depuis 1999, la Ville de Montpellier comme bon nombre de collectivité, s'est engagée dans l'aménagement numérique de son territoire en ayant les objectifs suivants:

- réduire ses propres dépenses en télécommunication
- favoriser la mise en concurrence des prestations de télécommunication de son territoire : accélération du dégroupage sur Montpellier
- être un acteur actif sur l'aménagement numérique de son territoire, en ayant une interaction avec les opérateurs de télécommunication

Ses objectifs ont conduit Montpellier à construire son propre réseau de fibres noires qu'elle met à la disposition des opérateurs de télécommunication de façon transparente et non discriminatoire aux travers de conventions qui font l'objet de l'approbation du Conseil Municipal.

Notre modèle économique, tarification au mètre linéaire de paires de fibres optiques, nous a amené à développer notre réseau sur l'ensemble du territoire sans une approche de rentabilité économique immédiate et ce dans un souci de service public équitable.

Or il apparaît que l'offre tarifaire LFO de France télécom opte pour une logique de rentabilité immédiate favorisant les NRA importants au détriment des petits NRA et donc de continuer à augmenter une fracture numérique géographique et pouvant de plus mettre en péril les réseaux d'initiative publique.

L'offre LFO ne répond aujourd'hui qu'à une logique de dégroupage des NRA, or même si ce développement est indispensable pour l'accès pour tous au « haut débit », tous les spécialistes

convergent vers des solutions FTTH. Nous pensons qu'une offre sur les supports de transmission ne doit pas être attachée à une technologie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Laurent BOURLET

Directeur général des services techniques

